

Chronique de la pensée multiple  
par Valéry Giscard d'Estaing

## Une faute qui serait un crime

« C'est plus qu'un crime, c'est une faute. » Talleyrand

**On pouvait espérer que l'approche des élections présidentielle et législatives** entraînerait un rebond de la pensée politique française, la recherche de solutions à apporter à la crise grave que connaît notre pays, et qu'il traverse les yeux bandés. Il ne semble pas que ce soit encore le cas, et les observateurs étrangers qualifient la précampagne de « kafkaïenne », en ce sens qu'elle ne propose pas de solution à la mesure des grands problèmes qui se posent à nous : le déficit public, souligné par le fait que le budget de 2012 va consacrer 48 milliards d'euros au paiement des intérêts de la dette avec le risque que ce coût s'élève, et que chaque nouveau-né en France vient au monde avec une dette approchant 27 000 euros ; la perte de compétitivité, soulignée par le déficit permanent de notre commerce extérieur ; le niveau de chômage avoisinant 10 % et appelé à s'accroître ; et les difficultés de l'intégration rencontrées par le flux élevé de l'immigration.

Dans ce lourd héritage, la France dispose de quelques atouts, au premier rang desquels figure l'indépendance énergétique, conquise par une démarche nationale étudiée sous la présidence de Georges Pompidou, décidée et mise en œuvre par les responsables de mon septennat et poursuivie sans obstacle majeur sous la présidence de François Mitterrand. Cette indépendance énergétique n'est pas née d'un caprice de nos dirigeants, mais de la constatation du fait que la France, ayant épuisé les ressources de son sol, ne disposait plus d'énergie suffisante et était livrée aux hasards de l'importation. Les crises successives du pétrole – et celles à venir ! – montrent les périls d'une telle situation.

La construction du parc électronucléaire français a été une réussite technologique exceptionnelle, qui nous a placés en tête de la compétition internationale.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Nous avons atteint en 2010 le taux d'indépendance énergétique global de 51 %, conforme au chiffre que j'avais fixé en 1976 à Michel d'Ornano. La consommation de cette énergie en France se répartit en deux grandes masses : 44 % pour l'électricité et 46 % pour le pétrole et le gaz, évidemment importés.

La production électrique en France est assurée pour 75 % par les centrales nucléaires, auxquels s'ajoutent les 12 % produits par les barrages et le 1,6 % des éoliennes. La France produit ainsi plus de 88 % de sa consommation d'électricité par des instruments nationaux non polluants, non émetteurs de CO<sub>2</sub>.

Par comparaison, regardons la situation de nos voisins allemands. Leur production d'électricité est légèrement supérieure à la nôtre. Elle se décompose entre 25 % de nucléaire, contre 75 % en France, et 55 % par les centrales thermiques polluantes,

contre 11 % en France, le reste étant fourni par les énergies renouvelables (barrages, éoliennes et solaire).

Le résultat est que le prix de l'électricité pour les consommateurs est pratiquement le double en Allemagne qu'en France.

La décision émotionnelle prise par le gouvernement allemand à la suite du tsunami japonais d'arrêter sa production nucléaire en 2012 se heurte à de grandes difficultés. Un an après, rien n'est vraiment engagé. Il va falloir réaménager une grande partie du réseau de transport de l'électricité et construire de nouvelles centrales au gaz naturel, émettrices de CO<sub>2</sub>. Siemens évalue entre 1 700 et 2 200 milliards d'euros le coût de cette transformation, à payer par les consommateurs ou les contribuables.

En même temps, l'Allemagne deviendra vulnérable – à hauteur de 70 % de ses besoins en électricité – pour ses importations de gaz, dont le prix ne peut qu'augmenter et dont la fourniture est susceptible d'être troublée.

**Ainsi, l'avantage important dont disposent les consommateurs et les entreprises français** pour le prix et la sécurité de leurs fournitures d'électricité devrait-il s'accroître et améliorer la compétitivité défaillante de notre économie.

Or voici que le principal candidat de l'opposition à l'élection présidentielle propose d'« engager la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025 ». Cela suppose le démantèlement de 18 ou 19 de nos 58 centrales. Pourquoi cette coupure de la poire en deux, digne de la culture politique de la IV<sup>e</sup> République ?

Soit il existe un réel danger nucléaire et il faut démanteler toutes les centrales.

Soit la sécurité peut être assurée par l'excellent service d'entretien et de sécurité mis en place depuis trente ans, et qui a évité tout accident et interruption sérieuse du système. On peut alors se limiter à mettre hors d'usage les centrales dont le vieillissement serait jugé excessif et à les remplacer par des centrales de technologie nouvelle, confirmant notre avance dans ce domaine.

Le démantèlement d'une partie de notre parc électronucléaire aurait un coût considérable et nous obligerait à construire des centrales à gaz, car les énergies renouvelables ne sont pas à la hauteur de ce remplacement. La nécessité d'accroître nos importations de gaz naturel nous remettrait sous la dépendance des prix à tendance haussière et de l'insécurité des approvisionnements extérieurs, vulnérables aux crises politiques.

L'abandon de l'indépendance énergétique de la France, si chèrement acquise, serait plus qu'une faute, ce serait un crime ■